

Vu l'arrêté ministériel du 19 septembre 1996 relatif à l'émission de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 »;

Vu l'arrêté royal du 13 janvier 1997 autorisant le Ministre des Finances à poursuivre, en 1997, l'émission des emprunts dénommés « Obligations linéaires » et l'émission des emprunts dénommés « Bons d'Etat »;

Vu l'arrêté ministériel du 23 avril 1992 relatif à l'émission des obligations linéaires libellées en francs;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juin 1997 fixant le calendrier des adjudications et du règlement des fonds des emprunts dénommés « Obligations linéaires » libellés en francs belges pour le second semestre 1997,

Arrête :

Article 1^{er}. L'adjudication de la douzième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,25 % — 29 avril 2004 » et de la onzième tranche de l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » est fixée au 28 juillet 1997 et la date des paiements relatifs à ces tranches est fixée au 31 juillet 1997.

Art. 2. Les intérêts bruts à liquider à la date de valeur de l'adjudication sont calculés selon la formule :

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 7,25 % — 29 avril 2004 » :

Capital nominal x 7,25 % x 91/360

— pour l'emprunt dénommé « Obligations linéaires 6,25 % — 28 mars 2007 » :

Capital nominal x 6,25 % x 122/360.

Art. 3. Le présent arrêté produit ses effets le 28 juillet 1997.

Bruxelles, le 28 juillet 1997.

Ph. MAYSTADT

Gelet op het ministerieel besluit van 19 september 1996 betreffende de uitgifte van de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 »;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 januari 1997 dat de Minister van Financiën machtigt tot de voortzetting, in 1997, van de uitgifte van de leningen genaamd « Lineaire obligaties » en van de uitgifte van de leningen genaamd « Staatsbonds »;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 april 1992 betreffende de uitgifte van de in franken uitgedrukte lineaire obligaties;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juni 1997 tot vaststelling van de kalender van de aanbestedingen en van de storting van de gelden voor de leningen genaamd « Lineaire obligaties » uitgedrukt in Belgische frank tijdens het tweede semester 1997,

Besluit :

Artikel 1. De aanbesteding van de twaalfde tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 7,25 % — 29 april 2004 » en van de elfde tranche van de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » is vastgesteld op 28 juli 1997 en de datum van betalingen betreffende deze tranches is vastgesteld op 31 juli 1997.

Art. 2. De bruto interesten te betalen op de valutadatum van de toewijzing worden berekend als volgt :

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 7,25 % — 29 april 2004 » :

Nominaal kapitaal x 7,25 % x 91/360

— voor de lening genaamd « Lineaire obligaties 6,25 % — 28 maart 2007 » :

Nominaal kapitaal x 6,25 % x 122/360.

Art. 3. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 28 juli 1997.

Brussel, 28 juli 1997.

Ph. MAYSTADT

MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

F. 97 — 1525

[C — 97/14149]

18 JUIN 1997. — Arrêté royal relatif aux frais de dossiers liés à la demande et à la gestion d'une autorisation pour l'exploitation de liaisons dans le but d'offrir des services publics de télécommunications

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'article 9 de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 transposant les obligations en matière de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications, découlant des directives en vigueur de la Commission européenne, prévoit que le Roi fixe les conditions auxquelles l'Institut peut délivrer des licences en dérogation à l'article 92, § 1^{er}, alinéa 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques. Ces conditions peuvent notamment concerner les droits à payer à l'Institut pour la gestion du dossier et l'utilisation éventuelle de fréquences.

L'article 9 de l'arrêté royal précité a été mis en œuvre par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 relatif aux conditions auxquelles il peut être dérogé à l'article 92, § 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques.

Ce dernier arrêté royal prévoit à l'article 16 que le Roi fixe le montant des droits destinés à couvrir les frais d'examen et de gestion des dossiers.

Le présent arrêté royal fixe par conséquent les droits qui reviennent à l'Institut dans le cadre des licences en question.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

N. 97 — 1525

[C — 97/14149]

18 JUNI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de dossierkosten verbonden aan de aanvraag en het beheer van een vergunning voor het uitbaten van verbindingen voor het al dan niet zelf aanbieden van openbare telecommunicatiедiensten

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Artikel 9 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake de vrije mededinging op de markten van telecommunicatiедiensten, voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Europese Commissie, bepaalt dat de Koning de voorwaarden vastlegt waaronder het Instituut vergunningen kan toekennen in afwijking van artikel 92, § 1, lid 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven. Deze voorwaarden kunnen onder meer betrekking hebben op de rechten, te betalen aan het Instituut voor het beheer van het dossier en het eventuele gebruik van frequenties.

Artikel 9 van voornoemd koninklijk besluit werd ten uitvoer gelegd in het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 betreffende de voorwaarden waaronder afgeweken kan worden van artikel 92 § 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven.

Dit laatste koninklijk besluit bepaalt in artikel 16 dat de Koning het bedrag vaststelt van de rechten bestemd om de kosten van onderzoek en het beheer van de dossiers te dekken.

Onderhavig koninklijk besluit bepaalt derhalve de rechten die in het kader van die vergunningen aan het Instituut toekomen.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

18 JUIN 1997. — Arrêté royal relatif aux frais de dossiers liés à la demande et à la gestion d'une autorisation pour l'exploitation de liaisons dans le but d'offrir des services publics de télécommunications

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la directive de la Commission européenne du 18 octobre 1995 modifiant la directive 90/388/CEE de la Commission en ce qui concerne la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications déjà libéralisés;

Vu la Directive de la Commission européenne du 13 mars 1996 modifiant la directive 90/388/CEE de la Commission en ce qui concerne l'instauration de la concurrence dans les marchés de télécommunications;

Vu la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, notamment l'article 92 § 2, modifié par l'article 93 de la loi du 20 décembre 1995 portant des dispositions fiscales, financières et diverses, et l'article 92bis, inséré par l'arrêté royal du 28 octobre 1996 transposant les obligations en matière de libre concurrence sur les marchés des services de télécommunications, découlant des directives en vigueur de la Commission européenne;

Vu l'arrêté royal de 28 octobre 1996 concernant les conditions auxquelles il peut être dérogé à l'article 92, § 1^{er} de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 14 novembre 1996;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 29 avril 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence

Considérant la nécessité de se conformer sans tarder aux mesures découlant de la directive n° 95/51 de la Commission européenne du 18 octobre 1995 modifiant la directive 90/388/CEE de la Commission en ce qui concerne la suppression des restrictions à l'utilisation des réseaux câblés de télévision pour la fourniture de services de télécommunications déjà libéralisés, et de la directive n° 96/19 de la Commission européenne du 13 mars 1996 modifiant la directive 90/388/CEE de la Commission et concernant l'ouverture complète du marché des télécommunications à la concurrence;

Considérant que le présent arrêté n'apporte pas de modifications essentielles à l'arrêté royal du 28 octobre 1996 relatif aux conditions auxquelles il peut être dérogé à l'article 92, § 1 de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, mais qu'il n'en est que le complément, de sorte qu'il est souhaitable que cet arrêté soit publié dans un délai le plus bref;

Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° Autorisation : l'autorisation visée à l'article 3 de l'arrêté royal du 28 octobre 1996 concernant les conditions auxquelles il peut être dérogé à l'article 92, § 1^{er}, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques;

2° Demandeur : toute personne souhaitant obtenir une autorisation;

3° Détenteur d'autorisation : toute personne détenant une autorisation.

Art. 2. Toute demande d'autorisation fait l'objet d'un paiement unique et préalable à l'Institut d'un droit destiné à couvrir les frais d'examen du dossier. Le montant de ce droit est fixé à 275 000 francs belges.

Art. 3. § 1^{er}. Afin de couvrir les frais de gestion du dossier, le détenteur d'autorisation verse annuellement à l'Institut un droit de 180 000 francs belges.

§ 2. Le premier paiement est effectué dans un délai de trente jours calendrier à partir de la délivrance de la licence. Le montant est calculé à raison du nombre de mois restants de l'année pendant laquelle l'autorisation est délivrée. Le mois dans lequel l'autorisation est délivrée, est compté en tant que mois entier. Les paiements ultérieurs doivent être effectués de manière complète et indivisible avant le 31 janvier.

18 JUNI 1997. — Koninklijk besluit betreffende de dossiekosten verbonden aan de aanvraag en het beheer van een vergunning voor het uitbaten van verbindingen voor het al dan niet zelf aanbieden van openbare telecommunicatiедiensten

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de richtlijn van de Europese Commissie van 18 oktober 1995 tot wijziging van Richtlijn 90/388/EEG van de Commissie inzake de opheffing van de beperkingen op het gebruik van kabeltelevisienetten voor het verrichten van reeds geliberaliseerde telecommunicatiедiensten;

Gelet op de richtlijn van de Europese Commissie van 13 maart 1996 tot wijziging van Richtlijn 90/388/EEG met betrekking tot de invoering van volledige mededinging op de markten voor telecommunicatie;

Gelet op de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, inzonderheid op artikel 92, § 2, zoals gewijzigd bij artikel 93 van de wet van 20 december 1995 houdende fiscale, financiële en diverse bepalingen, en op artikel 92bis, ingevoegd bij koninklijk besluit van 28 oktober 1996 ter uitvoering van de verplichtingen die, inzake de vrije mededinging op de markten voor telecommunicatiедiensten, voortvloeien uit de van kracht zijnde richtlijnen van de Europese Commissie;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 betreffende de voorwaarden waaronder kan worden afgeweken van artikel 92, § 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 14 november 1996;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 29 april 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat noodzaak zich onverwijd te schikken naar de maatregelen voortvloeiend uit richtlijn nr. 95/51 van de Europese Commissie van 18 oktober 1995 tot wijziging van richtlijn 90/388/EEG van de Commissie inzake de opheffing van de beperkingen op het gebruik van kabeltelevisienetten voor het verrichten van reeds geliberaliseerde telecommunicatiедiensten, en uit richtlijn nr. 96/19 van de Europese Commissie van 13 maart 1996 tot wijziging van de richtlijn 90/388/EEG van de Commissie met betrekking tot de invoering van volledige mededinging op de markten voor telecommunicatie;

Overwegende dat onderhavig besluit geen essentiële wijzigingen aanbrengt aan het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 betreffende de voorwaarden waaronder kan worden afgeweken van artikel 92, § 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, doch er slechts een aanvulling van is zodat het wenselijk is dat dit besluit zo snel mogelijk wordt gepubliceerd;

Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Vergunning : de vergunning bedoeld in artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 oktober 1996 betreffende de voorwaarden waaronder afgeweken kan worden van artikel 92, § 1 van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven;

2° Aanvrager : iedere persoon die een vergunning wenst te bekomen;

3° Vergunninghouder : houder van een vergunning.

Art. 2. Elke aanvraag voor een vergunning geeft aanleiding tot de eenmalige en voorafgaande betaling aan het Instituut van een recht bestemd om de kosten voor het onderzoek van het dossier te dekken. Dit recht is vastgesteld op 275 000 Belgische frank.

Art. 3. § 1. Om de kosten te dekken voor het beheer van de vergunning, betaalt de vergunninghouder jaarlijks aan het Instituut een recht van 180 000 Belgische frank.

§ 2. De eerste betaling gebeurt binnen een termijn van dertig kalenderdagen te rekenen vanaf de uitreiking van de vergunning. Het verschuldigde bedrag wordt berekend pro rata het aantal resterende maanden van het jaar waarin de vergunning wordt uitgereikt. De maand waarin de vergunning wordt uitgereikt, wordt meegerekend als zijnde een volledige maand. De verdere betalingen dienen volledig en ondeelbaar te gebeuren vóór 31 januari.

§ 3. Les droits qui n'ont pas été payés à l'échéance fixée donnent lieu, de plein droit et sans mise en demeure, à un intérêt au taux légal augmenté de 2 %. Cet intérêt est calculé en fonction du nombre de jours calendrier de retard.

Art. 4. Les montants des droits mentionnés dans le présent arrêté sont adaptés annuellement, au 1^{er} janvier, à l'indice des prix à la consommation.

Le calcul de l'adaptation se fait à l'aide du coefficient obtenu par l'indice du mois de novembre qui précède le mois de janvier dans le courant duquel l'adaptation aura lieu, divisé par l'indice du mois de novembre 1995. Ce coefficient est arrondi au dix millième supérieur ou inférieur, selon que le chiffre des cent millième atteint ou non les cinq. Après l'application du coefficient, les montants sont arrondis à la centaine de francs supérieure.

Art. 5. Aucune suspension ou aucun retrait de l'autorisation ne donne lieu à un remboursement du tout ou d'une partie des droits visés par cet arrêté.

Art. 6. Les droits prévus par le présent arrêté sont dus sans préjudice de ceux applicables en vertu de la loi du 30 juillet 1979 relative aux radiocommunications.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Télécommunications est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 18 juin 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Télécommunications,
E. DI RUPO

§ 3. Rechten die niet zijn betaald op de vastgestelde vervaldatum, geven, van rechtswege en zonder ingebrekstellende aanleiding tot een intrest tegen het wettelijke tarief verhoogd met 2 %. Die intrest wordt berekend naar rato van het aantal kalenderdagen achterstand.

Art. 4. De bedragen van de rechten die in dit besluit zijn vermeld worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijsen.

De aanpassing gebeurt met behulp van de coëfficiënt die bekomen wordt door het indexcijfer van de maand november die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing zal plaatsvinden, te delen door het indexcijfer van de maand november 1995. Bij de berekening van de coëfficiënt wordt deze afgerond tot het hogere of lagere tienduizendste naargelang het cijfer van de honderdduizendsten al of niet vijf bereikt. Na de toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal franken.

Art. 5. Geen enkele schorsing of intrekking van de vergunning geeft aanleiding tot enige terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de rechten bedoeld in dit besluit.

Art. 6. De rechten voorzien in dit besluit zijn verschuldigd onvermindert de rechten die betaald moeten worden in toepassing van de wet van 30 juli 1979 betreffende de radioberichtgeving.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 18 juni 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Telecommunicatie,
E. DI RUPO

MINISTÈRE DE L'INTERIEUR

F. 97 — 1526

[97/587]

6 JUILLET 1997. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 27 décembre 1973 relative au statut du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 24/31, inséré par la loi du 24 juillet 1992;

Vu l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, notamment l'article 26bis, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 1995;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 30 juillet 1996;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 20 février 1997;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;
Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. L'alinéa 1^{er} du § 2 de l'article 26bis de l'arrêté royal du 25 avril 1979 relatif à l'emploi et au retrait d'emploi du personnel du corps opérationnel de la gendarmerie, inséré par l'arrêté royal du 20 décembre 1995, est complété par la disposition suivante :

« . . . , à condition qu'ils siègent, chaque mois, pendant trois journées au moins comprenant chacune au moins quatre heures de prestations. Si cette condition n'est pas remplie, ils sont assimilés, pour ce mois, aux présidents suppléants. ».

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} juillet 1997.

MINISTERIE VAN BINNENLANDSE ZAKEN

N. 97 — 1526

[97/587]

6 JULI 1997. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 27 december 1973 betreffende het statuut van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 24/31, ingevoegd bij de wet van 24 juli 1992;

Gelet op het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, inzonderheid op artikel 26bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 1995;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 30 juli 1996;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 20 februari 1997;

Gelet op het advies van de Raad van State;
Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het eerste lid van § 2 van het artikel 26bis van het koninklijk besluit van 25 april 1979 betreffende het ambt en de ambtsontheffing van het personeel van het operationeel korps van de rijkswacht, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 20 december 1995, wordt aangevuld als volgt :

« . . . , op voorwaarde dat zij elke maand zitting houden gedurende ten minste drie dagen die elk ten minste vier uur prestaties tellen. Als aan die voorwaarde niet wordt voldaan, worden zij, voor die maand, gelijkgesteld met de plaatsvervangende voorzitters. ».

Art. 2. Dit besluit treedt in werking op 1 juli 1997.